

COMPTE-RENDU DU CONSEIL MUNICIPAL DU 16 SEPTEMBRE 2019

L'an deux mille dix-neuf, le 16 septembre à vingt heures, le conseil municipal de la commune de DAGNEUX, légalement convoqué, s'est réuni en séance publique, sous la présidence de Monsieur Bernard SIMPLEX, maire, en session ordinaire, en salle du conseil municipal.

Conformément à l'article L.2121-17 du Code général des collectivités territoriales (CGCT), le quorum est atteint.

M. Frédéric GORJUX, nouvel agent de police municipale en poste depuis le 1^{er} septembre 2019, est présenté à l'ensemble des membres du conseil en début de séance.

Le point à l'ordre du jour « VIII c) Régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel (RIFSEEP) : avenant » est retiré.

I – ADOPTION DU PROCES-VERBAL DE LA SEANCE PRECEDENTE EN DATE DU 15 JUILLET 2019

Le conseil municipal, à l'unanimité, adopte le procès-verbal du conseil municipal en date du 15 juillet 2019.

II – ADMINISTRATION GENERALE

- a) Motion d'opposition au « Projet DGFIP (Direction générale des Finances publiques) 2022 » entérinant la fin d'un service public financier de proximité

CONSIDÉRANT que la grande majorité des comptables de la Direction Générale des Finances Publiques (DGFIP) est regroupée au sein de l'Association des Comptables Publics (ACP) : l'ACP est administrée exclusivement par des bénévoles et n'est pas une organisation syndicale mais une association professionnelle. L'ACP est à l'origine de l'appel à la mobilisation relayée par la motion d'opposition présente ;

CONSIDÉRANT que depuis quelques semaines, la DGFIP a présenté son projet de réorganisation de son réseau de postes comptables. Qu'ils s'adressent aux particuliers, aux professionnels ou aux élus, tous les services de proximité sont intégrés dans un mouvement de concentration de grande ampleur : la carte du projet de la DGFIP pour 2022 dans le département de l'Ain témoigne de l'étendue du resserrement avec 10 postes comptables supprimés ;

CONSIDÉRANT que les conditions d'accueil au sein des services de la DGFIP tant du public, que des agents en charge des fonctions budgétaire, comptable et financière au

sein de la sphère territoriale et que des élus, en seront inévitablement impactés et seront source d'un service public financier dégradé ;

CONSIDÉRANT que Gérard DARMANIN, Ministre de l'Action et des Comptes publics a ouvert une période de concertation jusqu'en octobre, préalablement à la décision de mise en œuvre de ce projet ;

CONSIDÉRANT la certitude de l'ACP qu'il sera tenu le plus grand compte de l'avis des élus locaux, concernés au premier chef par l'éloignement des services de proximité de la DGFIP.

CONSIDÉRANT la possibilité ouverte à tout un chacun de manifester en ligne son opposition à ce projet à l'adresse suivante : <http://www.comptables-publics.fr/carte-projet-dgfip-2022>

M. B. SIMPLEX, Maire, fait valoir d'une part, le défaut de concertation préalable de cette réforme : les associations représentatives d'élus n'ont pas été consultées en amont.

M. B. SIMPLEX, Maire, fait valoir d'autre part, que la réforme induit un éloignement géographique des postes comptables subsistants qui nuit à l'accessibilité de ce service public de proximité pour les administrés les plus fragilisés que ce soit d'un point de vue économique ou générationnel.

M. B. SIMPLEX, Maire, fait valoir la menace de dégradation du lien entre ordonnateur et comptable et sa dépersonnalisation induit par la réforme.

M. B. SIMPLEX, Maire, rappelle les différentes évolutions induites au sein de la sphère territoriale et consécutives à la réforme de l'Etat depuis 2007 notamment avec la révision générale des politiques publiques (RGPP) dans le but de revisiter « l'ensemble des missions de l'Etat pour l'adapter aux besoins des citoyens » au moyen d'audits passant en revue les politiques publiques dans tous les ministères. À l'issue de ce processus, des propositions de réformes avaient été faites dans le sens d'une réduction des dépenses de l'Etat et de l'amélioration de l'efficacité des politiques. Néanmoins, dans le même temps les collectivités territoriales se voyaient devenir tributaires de lourds transferts de charges.

M. P. GUILLOT-VIGNOT, 1^{er} Adjoint et Président de la 3CM, bien que partageant globalement sur le fond les observations de M. B. SIMPLEX, fait valoir l'impossibilité de s'opposer à cette modernisation des services publics de l'Etat au motif notamment que l'impératif de saine gestion des organisations doit être partagée tant par la sphère étatique que par la sphère territoriale.

M. P. GUILLOT-VIGNOT 1^{er} Adjoint et Président de la 3CM, ne perçoit pas de risque de transfert de charges de l'Etat vers les collectivités à travers cette réforme.

Mme N. STEVENON, conseillère fait valoir que le service public rendu par la DGFIP aux usagers est un des plus réactifs à travers notamment la tenue des délais de 48h00 en cas de réclamation via le portail des impôts à titre d'exemple.

Mme N. STEVENON, conseillère rappelle la révolution numérique en marche et la dématérialisation des procédures et des échanges source d'efficacité et de fluidité dans l'organisation administrative.

Le conseil municipal, par 13 voix pour et trois abstentions, décide :

- DE S'OPPOSER au « Projet DGFIP 2022 » entérinant la fin d'un service public financier de proximité générateur pour l'avenir d'un service très lourdement dégradé et facteur de handicap ;
- DE SAISIR M. Gérard DARMANIN, Ministre de l'Action et des Comptes publics (Ministère de l'Action et des comptes publics / 139, rue de Bercy / 75 572 PARIS Cedex 12)
- DE SAISIR M. Arnaud COCHET, Préfet de l'Ain (Préfecture de Bourg-en-Bresse / 45, avenue Alsace-Lorraine / 01 000 BOURG-EN-BRESSE)
- DE SAISIR M. le Directeur départemental des finances publiques de l'Ain (Direction départementale des finances publiques de l'Ain sise 11 boulevard Maréchal Leclerc / BP 40423 / 01012 BOURG EN BRESSE CEDEX) ;
- DE TRANSMETTRE la délibération présente aux représentants parlementaires du département et toute autre personne concernée.

P.J IIa : Carte du projet de la DGFIP pour 2022 dans le département de l'Ain

III – AFFAIRES FINANCIÈRES

- a) Garantie financière – Maison de l'Enfance à caractère social (MECS) « Foyer Lapierre »

VU le Code Général des Collectivités Territoriales ;

CONSIDÉRANT que la Société d'Economie Mixte de Construction du Département de l'Ain (SEMCODA) sollicite la garantie de la commune de DAGNEUX pour un emprunt d'un montant total de 4 421 638 € (quatre millions quatre cent vingt et un mille six cent trente-huit euros) à effectuer auprès d'ARKEA BANQUE ENTREPRISES ET INSTITUTIONNELS (ABEI) en vue de financer l'opération de construction d'une Maison de l'Enfance à Caractère Social (MECS) de 34 logements collectifs situés à DAGNEUX (01120) « Foyer Lapierre ».

Le conseil municipal, à l'unanimité, décide :

- D'ACCORDER à hauteur de 20 %, soit pour un montant de 884 327,60 € (huit cent quatre-vingt-quatre mille trois cent vingt-sept euros et soixante centimes), la caution solidaire du Conseil municipal de la commune de DAGNEUX en garantie du remboursement de toute somme due au titre d'un emprunt d'un montant total de 4 421 638 € (quatre millions quatre cent vingt et un mille six cent trente-huit euros) que la SEMCODA se propose de contracter auprès d'ABEI et dont les caractéristiques sont les suivantes :

Montant du prêt	4 421 638 €
Objet	<i>Financement de 34 logements collectifs à DAGNEUX</i>
<i>Durée</i>	<i>25 ans</i>
<i>Amortissement</i>	<i>Linéaire</i>
<i>Périodicité</i>	<i>Trimestrielle</i>
<i>Taux fixe</i>	<i>1,60 %</i>
<i>Commission d'engagement</i>	<i>0,10 % du montant emprunté</i>
<i>Tirage minimum</i>	<i>200 000 €</i>
<i>Remboursement anticipé</i>	<p><i>A chaque date d'échéance :</i></p> <p><i>Pendant la Période d'Amortissement : oui – sans faculté de réemprunter – Actuarielle selon calcul convenu dans l'offre de crédit</i></p> <p><i>Préavis : 1 mois</i></p>

- DE RECONNAITRE que la garantie dont il s'agit s'inscrit dans le cadre du Code Général des Collectivités Territoriales : en conséquence, au cas où l'Emprunteur, pour quelque motif que ce soit, ne s'acquitterait pas des sommes dues par lui aux échéances convenues, la commune de DAGNEUX s'engage à en effectuer le paiement en son lieu et place ainsi que les intérêts moratoires encourus, indemnité, frais et commission, sur simple demande d'ABEI, adressée par lettre missive, sans jamais opposer le défaut de mise en recouvrement des impôts dont la création est prévue ci-dessous, ni exiger que ABEI discute au préalable l'organisme défaillant ;

- DE S'ENGAGER, pendant toute la durée de l'amortissement, à créer, en cas de besoin, une imposition directe suffisante pour couvrir le montant des sommes dues ;

- D'AUTORISER Monsieur le Maire à signer ledit contrat de prêt, à intervenir sur les bases précitées et aux conditions générales du prêteur, ainsi qu'à signer la convention de garantie à passer entre la commune de DAGNEUX et la SEMCODA.

P.J IIIa : convention MECS foyer Lapierre

IV – AFFAIRES SCOLAIRES

- a) Convention 2019/2020 pour la fréquentation de l'espace aquatique de la Côtière LILO

CONSIDÉRANT que l'apprentissage de la natation constitue un outil des politiques publiques éducative et sportive soutenues par la commune ;

Le conseil municipal, à l'unanimité, décide :

- D'APPROUVER le projet de convention ci-joint pour l'année scolaire 2019/2020 ;
- D'AUTORISER Monsieur le Maire à signer ladite convention et à procéder à sa mise en œuvre par tous actes afférents.

P.J IVa : Convention

V- AFFAIRES SOCIALES

- a) Rapport annuel d'activités et rapport sur les comptes annuels 2018 des bailleurs sociaux

i. RHÔNE SAONE HABITAT

VU les statuts de RHÔNE SAONE HABITAT ;

CONSIDERANT l'exposé du Rapport annuel d'activités et du Rapport sur les comptes annuels 2018 ;

Le conseil municipal décide :

- DE PRENDRE ACTE du Rapport annuel d'activités et du Rapport sur les comptes annuels 2018 de RHÔNE SAONE HABITAT.

P.J Vai1 : Rapport annuel d'activités 2018

P.J Vai2 : Rapport sur les comptes annuels 2018

ii. DYNACITÉ

VU les statuts de DYNACITÉ ;

CONSIDERANT l'exposé du Rapport annuel d'activités 2018 ;

Le conseil municipal décide :

- DE PRENDRE ACTE du Rapport annuel d'activités 2018 de DYNACITÉ.

P.J Vaii1 : Rapport annuel d'activités 2018

iii. IMMOBILIERE RHONE-ALPES

VU les statuts de IMMOBILIÈRE RHÔNE-ALPES ;

CONSIDERANT l'exposé du Rapport annuel d'activités et du Rapport sur les comptes annuels 2018 ;

Le conseil municipal décide :

- DE PRENDRE ACTE du Rapport annuel d'activités et du Rapport sur les comptes annuels 2018 de IMMOBILIÈRE RHÔNE-ALPES.

P.J Vaiii1 : Rapport annuel d'activités 2018

P.J Vaiii2 : Rapport sur les comptes annuels 2018

VI - ENFANCE – JEUNESSE

a) Modification du Règlement de la Microcrèche et du Multi-accueil

VU la délibération du conseil municipal en date du 18 février 2019 portant sur la modification du règlement intérieur de la micro crèche et du multi-accueil ;

CONSIDÉRANT notamment l'évolution des barèmes des participations familiales pour la Prestation de service unique (Psu), à partir du 1^{er} septembre 2019 portant plancher à 705.27€ / mois et plafond à 5 300.00€ / mois ;

Le conseil municipal, à l'unanimité, décide :

- D'ADOPTER le règlement de fonctionnement modifié ;
- D'AUTORISER Monsieur le Maire à signer le règlement.

P.J VIa : Règlement de la Microcrèche et du Multi-accueil modifié

b) Avenant à la Convention d'Objectifs et de Financement (Cof) pour l'Etablissement d'accueil du jeune enfant (EAJE) Microcrèche CHAPOTIERES

CONSIDERANT que la branche Famille poursuit une ambition volontariste en faveur de l'accès réel de tous les jeunes enfants aux modes d'accueil, par la mise en œuvre de la prestation de service unique (Psu), qui prévoit notamment une tarification des familles dépendante de leurs ressources. Basée sur l'activité des établissements mesurée à l'aune de la présence des enfants, la Psu intègre également le financement d'heures de concertation des professionnels autour des situations d'enfants accueillis et de leurs familles. La Convention d'Objectifs et de Gestion (Cog) 2018-2022 renforce ces différents objectifs et positionne l'accueil des enfants en situation de handicap ou de pauvreté dans les Eaje comme une de ses priorités. Elle prévoit ainsi la mise en place, à côté du financement à l'activité, de deux bonus liés aux caractéristiques des publics accueillis ;

CONSIDERANT que le pilotage et l'évaluation de la politique d'accueil du jeune enfant et tout particulièrement la politique d'accessibilité des enfants en situation de vulnérabilité exigent une connaissance fine de ces publics (caractéristiques des familles usagers, lieu de résidence des enfants, articulation avec les autres modes d'accueil , etc.), il est nécessaire que la convention Psu du 6 février 2017 ainsi que les conditions particulières « Psu » de Janvier 2017 et les conditions générales de Janvier 2017 soient modifiées et complétées dans les conditions fixées aux articles de l'avenant présent à la Convention ;

CONSIDERANT que l'objet de l'avenant présent réside d'une part, dans l'actualisation du mode de fonctionnement de la Psu et d'autre part, dans la détermination des conditions d'éligibilité et d'octroi des deux nouveaux bonus « mixité sociale » et « inclusions handicap » ;

Le conseil municipal, à l'unanimité, décide :

- D'ADOPTER l'avenant à la Convention d'Objectifs et de Financement avec effet au 1^{er} janvier 2019 ;
- D'AUTORISER Monsieur le Maire à le signer ainsi que toute pièce afférente.

P.J VIb Avenant à la Convention

VII – ENVIRONNEMENT

- a) Rapport annuel d'activités 2018 de l'Agence Locale et de l'Énergie et du Climat de l'Ain (ALEC01)

VU les statuts de l'Agence Locale et de l'Énergie et du Climat de l'Ain (ALEC01) ;

CONSIDERANT l'exposé du Rapport annuel d'activités 2018 ;

Le conseil municipal, décide :

- DE PRENDRE ACTE du Rapport annuel d'activités 2018 de l'ALEC 01.

M. P. GUILLOT-VIGNOT, 1^{er} Adjoint et Président de la 3CM précise le statut en devenir de future plate-forme territoriale de rénovation énergétique de l'ALEC01 pour le compte des habitants de la communauté de communes de la Côtière.

P.J VIIa : Rapport annuel d'activités 2018

b) Cession des certificats d'économie d'énergie (CEE) au SIEA (Syndicat Intercommunal d'énergie et de e-communication de l'Ain)

CONSIDERANT que le dispositif des Certificats d'Économies d'Énergie (CEE) a pour but d'inciter les fournisseurs d'énergie (Carrefour, Total, EDF...), acteurs appelés « obligés », à promouvoir les économies d'énergies : ils peuvent réaliser eux-mêmes des opérations d'économies d'énergie auprès de leurs clients OU acheter des CEE sur le marché auprès des acteurs dit « éligibles » ;

CONSIDERANT que le SIEA (Syndicat Intercommunal d'énergie et de e-communication de l'Ain) a constaté que :

- le dispositif est peu connu des collectivités ;
- peu de CEE sont à ce jour valorisés par l'ensemble des communes et établissements publics du département de l'Ain ;
- les bénéfices de la vente des CEE, lorsqu'ils ont été valorisés, sont réduits et ne sont pas intégrés clairement dans les plans de financements des travaux réalisés dans le cadre de la transition énergétique des bâtiments publics ;

CONSIDERANT que le SIEA est, au sens du dispositif, un acteur éligible et se propose de collecter et vendre les CEE des collectivités territoriales et établissements publics du département. Ce faisant, le SIEA permet de garantir des prix de vente deux fois supérieurs à des ventes isolées de par la massification issue de ses activités en matière de travaux d'éclairage public et de maîtrise de l'énergie dans les bâtiments publics ;

Le conseil municipal, à l'unanimité, décide :

- D'ACCEPTER les dispositions par lesquelles la commune confie au SIEA la mission de collecte et de valorisation des Certificats d'Economies d'Energie issues d'opérations génératrices et reçoit le produit de la valorisation financière des certificats que le SIEA obtient au titre de leur production conformément à l'article VIII de la convention ;
- D'AUTORISER Monsieur le Maire à signer la convention de collecte et de valorisation des Certificats d'Economie d'Energie concernées et de toutes les pièces concernant ce service (attestations sur l'honneur...) ;

- DE S'ENGAGER à transmettre les documents liés à la mission de collecte et de valorisation (devis, facture...);
- DE S'ENGAGER à tenir informé le SIEA de l'état d'avancement des opérations de travaux.

P.J VIIb : Projet de Convention

P.A VIIb1 : Guide des bonnes pratiques pour le transfert et la valorisation des CEE

P.A VIIb2 : Annexe 1 Convention de transfert et valorisation des CEE Liste des fiches des secteurs « Tertiaire » / « Réseau » / « Résidentiel » / « Industrie » / « Transport » / « Agriculture »

P.A VIIb3 : Annexe 2 Tableau de répartition de la vente des CEE

VIII – PERSONNEL COMMUNAL

a) Modification du tableau des emplois permanents

VU la loi n° 84-53 du 26/01/1984 modifiée, portant dispositions statutaires relatives à la Fonction publique territoriale et notamment l'article 34 ;

VU la délibération du conseil municipal en date du 15 juillet 2019 portant dernière modification du tableau des emplois permanents ;

VU l'avis favorable du Comité technique ;

CONSIDÉRANT l'obligation pour le conseil municipal de fixer l'effectif des emplois à temps complet et non complet nécessaires au bon fonctionnement des services ;

CONSIDÉRANT que la transformation de poste ci-dessous proposée concerne au 1er septembre 2019 :

1 - Le Service scolaire

- Transformation d'un poste à temps non complet de 33 heures relevant du cadre d'emplois des agents territoriaux spécialisés des écoles maternelles en poste à temps non complet de 33 heures relevant du cadre d'emplois des adjoints techniques pour répondre au besoin du recrutement d'un agent contractuel suite à l'appel à candidature infructueux d'un fonctionnaire titulaire sur le cadre d'emplois d'agent territorial spécialisé des écoles maternelles ;

Le conseil municipal, à l'unanimité, décide :

- D'ACCEPTER la modification du tableau des emplois permanents

P.J VIIIa : Tableau des emplois permanents

b) Plan de formation 2018-2020 : actualisation

VU le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L.2121-29 ;

VU la loi n°83-634 du 13 juillet 1983 portant droits et obligations des fonctionnaires ;

VU la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale ;

VU la loi n°84-594 du 12 juillet 1984 relative à la formation des agents de la fonction publique territoriale et complétant la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale ;

VU la loi n°2007-148 du 2 février 2007 de modernisation de la fonction publique ;

VU la loi n°2007-209 du 19 février 2007 relative à la fonction publique territoriale ;

VU la loi n°2016-1088 du 8 août 2016 relative au travail, à la modernisation du dialogue social et à la sécurisation des parcours professionnels ;

VU l'ordonnance n°2017-53 du 19 janvier 2017 portant diverses dispositions relatives au compte personnel d'activité, à la formation et à la santé et la sécurité au travail dans la fonction publique ;

VU le décret n°2007- 1845 du 26 décembre 2007 relatif à la formation professionnelle tout au long de la vie des agents de la fonction publique territoriale ;

VU l'avis favorable du comité technique en date du 28 juin 2019 ;

CONSIDERANT l'exposé qui suit :

1/ Le cadre législatif et réglementaire du plan de formation

Le plan de formation a vocation à déterminer, pour une période donnée, les actions de formation prioritaires conformément aux objectifs de la collectivité d'une part, et aux projets d'évolution professionnelle des agents d'autre part.

Les actions de formation mentionnées au plan s'inscrivent dans un panel large de dispositifs, résumé ainsi qu'il suit :

- les formations dites obligatoires (intégration, professionnalisation au premier emploi, tout au long de la carrière, prise de poste à responsabilité, formation continue des policiers municipaux, autorisations de conduite d'engins de chantier, habilitations diverses - électriques, travaux en hauteur ...),
- les formations dites de perfectionnement suivies à la demande de la collectivité (généralement réalisées de manière collective et en Intra ou Union),
- les formations dites personnelles effectuées à la demande de l'agent (relevant majoritairement du Compte Personnel de Formation (CPF), qui se substitue au Droit Individuel à la Formation (DIF). Elles permettent d'accéder à une qualification en vue de concrétiser un projet d'évolution professionnelle par l'acquisition de nouvelles compétences ;

2/ Les objectifs de formation poursuivis à DAGNEUX à travers le plan de formation 2018-2020 actualisé

Dans ce cadre législatif et réglementaire, il convient d'adopter le plan de formation de la commune pour la période 2018-2020 qui a été élaboré en tenant compte des besoins exprimés par l'ensemble des services en concertation avec les partenaires sociaux.

Rappelons, par ailleurs, que depuis les lois de modernisation de la fonction publique, l'agent est devenu l'acteur principal du développement de ses compétences avec notamment l'instauration d'un parcours obligatoire de formation professionnelle tout au long de la carrière ou la création d'un livret individuel de formation.

Ce plan a donc vocation à satisfaire les besoins de formation tant individuels que collectifs et constitue en cela un outil de gestion prévisionnelle des emplois et des compétences.

Ce plan 2018 -2020 actualisé traduit l'ambition municipale d'amélioration continue du service public en anticipant ses évolutions :

- **évolution du cadre juridique et organisationnel** : réformes territoriales, changements fréquents de réglementation, compétences élargies des collectivités, consolidation d'une administration de proximité, nouvelle exigence de la population,
- **évolution des missions du service public** : importance du management, renforcement de la culture générale, logique de projets multi-partenariaux,
- **évolution économique et technologique** : simplification des démarches administratives, adaptation à la situation économique, maîtrise des contraintes budgétaires et fiscales, optimisation des ressources humaines,
- **évolution du contexte démographique et du bassin d'emploi** : prévision des départs en retraite, mobilité croissante entre fonctions publiques et vers le privé.

Quatre objectifs ont donc guidé la conduite de ce plan :

- définir un cadre permettant à l'ensemble des agents de satisfaire leurs obligations statutaires de formation,
- identifier les besoins de formation les plus pertinents pour favoriser l'accès à la formation des agents, notamment des moins qualifiés,
- anticiper les parcours de développement des compétences pour offrir un service public de qualité et efficient,
- accompagner les projets individuels d'évolution professionnelle.

Les actions de formation ont ainsi été réparties en six axes :

Axe 1 : Adaptation à l'emploi - Permettre l'adéquation des compétences au métier exercé et favoriser l'intégration des nouveaux arrivants,

Axe 2 : Amélioration et prévention de l'hygiène et la sécurité au travail - Prévenir l'employabilité des agents, anticiper le phénomène d'usure professionnelle,

Axe 3 : Développement des compétences managériales - Appréhender les savoirs fondamentaux, diffuser les bonnes pratiques, encourager la culture de la performance (entendu comme efficacité et qualité du service public) et évaluer les politiques publiques,

Axe 4 : Accompagnement des projets des services – Mettre en œuvre les politiques transversales et sectorielles,

Axe 5 : Renforcement de la qualification des agents - Lutter contre l'illettrisme et pour l'apprentissage de la langue française,

Axe 6 : Evolution de carrière - Permettre la prise de responsabilités, développer les parcours de mobilité.

Les formations sont assurées majoritairement par le Centre National de la Fonction Publique Territoriale (CNFPT) eu égard au versement obligatoire de la cotisation patronale.

Le conseil municipal, à l'unanimité, décide :

- D'ADOPTER le plan de formation 2018-2020 ci-joint actualisé,
- DE DONNER TOUT POUVOIR à Monsieur le Maire pour poursuivre l'exécution de la présente délibération.

P.J VIIIb : Plan de formation actualisé

- c) Régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel (RIFSEEP) : avenant

- Point retiré de l'ordre du jour

IX - COMPTE-RENDU DES DECISIONS PRISES PAR DELEGATION DU CONSEIL MUNICIPAL

VU le Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT) qui autorise le Conseil municipal à déléguer en tout ou partie et pour la durée du mandat certaines attributions listées dans son article L.2122-22 ;

VU le Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT) qui impose au maire dans son article L 2121-23, de rendre compte, à chacune des réunions obligatoires du Conseil municipal, des décisions qu'il a prises dans le cadre de ces délégations ;

4° De prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres :

- dans la limite de 221 000 € H.T. pour les marchés de fournitures et services,

4.1) Signature d'un contrat de services de transports occasionnels pour une durée d'un an avec la Société GUDERZO d'un montant de 5 087,42 € H.T (5 596,18 € TTC).

- dans la limite de 1 500 000 € H.T. pour les marchés de travaux,

ainsi que toute décision concernant leurs avenants, lorsque les crédits sont inscrits au budget :

- dans la limite de 10% du marché initial pour les marchés de fournitures et services,

- dans la limite de 15% du marché initial pour les marchés de travaux,

4.2) Les marchés de travaux de la construction de la halle ont fait l'objet de l'avenant suivant :

- Lot n°1 : terrassement – VRD – aménagements extérieurs attribué à la société BRUNET T.P. : avenant en moins-value fixé à – 3 805,45 € H.T. ;

15° D'exercer, au nom de la commune, les droits de préemption définis par le code de l'urbanisme, que la commune en soit titulaire ou délégataire, de déléguer l'exercice de ces droits à l'occasion de l'aliénation d'un bien selon les dispositions prévues à l'article L. 211-2 ou au premier alinéa de l'article L. 213-3 de ce même code dans la limite de 300 000 € ;

Le droit de préemption urbain a été institué par le Conseil municipal en date du 26 mai 2014 sur l'ensemble des zones urbaines U et des zones d'urbanisation future AU déterminées par le Plan Local d'urbanisme (PLU) adopté par le Conseil municipal en date du 10 janvier 2014.

DIA pour lesquelles le DPU n'a pas été mis en œuvre :

- Bâtiment d'habitation, section AC sous les n°578, 665 et 834 sis 177-205-209 rue Jean-Claude Raccurt ;
- Bâtiment d'habitation et terrain, section A sous le n°578 sis 22 lotissement Aigrefeuille 190 chemin des Avoux ;
- Terrain, section AD sous le n°442 sis 383 rue de Bressolles ;
- Bâtiment d'habitation et terrain, section AD sous le n°442 sis 383 rue de Bressolles ;
- Terrain, section AD sous le n°442 sis 383 rue de Bressolles ;
- Bâtiment d'habitation et terrain, section AC sous le n°888 sis 102 rue du Mollard ;
- Bâtiment d'habitation, section AC sous le n°410 sis impasse du Midi ;

- Bâtiment d'habitation, section AC sous le n°305 sis 1 rue Neuve ;
- Bâtiment d'habitation et terrain, section AD sous le n°447p sis 179 rue de Bressolles ;
- Bâtiment d'habitation et terrain, section AC sous le n°739 sis 158 rue du Mollard ;
- Bâtiment d'habitation et terrain, section AB sous le n°256 sis 235 rue des Lilas ;
- Bâtiment d'habitation, section AC sous les n° 58, 60, 62, 63, 65, 66, 742, 744, 746 et 748 sis 1163 rue de Genève ;
- Terrain, section AC sous le n°943 sis lieu-dit Le Village ;
- Bâtiment d'habitation et terrain, section AC sous les n°946, 947 et 948 sis 300 rue du Cottey ;
- Bâtiment d'habitation, section AB sous les n°540 et 553 sis 12 et 21 rue de Genève ;

X – QUESTIONS DIVERSES

a) Urbanisme : Modification prévisionnelle du PLU

Présentation par M. P. GUILLOT-VIGNOT, 1^{er} Adjoint et Président de la 3CM du projet prévisionnel de modification du PLU avant la tenue prochaine de la réunion au bénéfice des personnes publiques associées.

b) Affaires scolaires

Présentation par Mme N. HENRIQUES, 7^{ème} Adjoint

- Les propositions de reconduction et création des enseignements de langues et de cultures d'origine (ElCO) et des enseignements internationaux de langues étrangères (EILE) pour l'année scolaire 2019/2020

- Bilan des interventions antenne RASED Montluel 2018-2019

c) Travaux

Présentation par Mme C. COUTURIER, 2^{nde} Adjointe

- Réalisation de travaux du giratoire CARRIER – croisement RD1084/RD61b

d) Débat public / Nœud ferroviaire lyonnais / Bilan et compte rendu du débat public

Adresse du site : <https://noeud-ferroviaire-lyonnais.debatpublic.fr/>